

CHARITÉ COMMUNISTE

L'utilisation des organes des
prisonniers exécutés en Chine.

Janvier 1995 -Version Française (avril 1995)

Laogai Research Foundation

CHARITÉ COMMUNISTE

L'utilisation des organes des prisonniers exécutés en Chine

Rapport de la "Laogaï Research Foundation - Janvier 1995 -

En 1970, alors que Harry Wu purgeait une peine de travaux forcés au Détachement indépendant N° 4 du Laogaï (autrement dit, la mine de charbon de Wangzhang) dans la province de Shanxi, un autre détenu, Yang, a été condamné à mort pour avoir écrit "A bas le Président Mao" sur son paquet de cigarettes. Le bourreau, un soldat de l'armée populaire chinoise, a frotté la balle sur la semelle de sa chaussure, a chargé son arme et a fracassé le crâne de Yang. On a immédiatement récupéré le cerveau, selon toute vraisemblance afin de le donner à manger au père d'un dirigeant de la sécurité publique, âgé de 80 ans. On espérait que le fait de manger le cerveau de Yang rendrait au père de ce dirigeant ses facultés mentales alors chancelantes.

Les Chinois croient depuis longtemps que l'on peut résoudre un problème médical en mangeant l'organe similaire d'un animal. Les membranes stomacales de poulet, par exemple, sont censées soulager les maux d'estomac. Le cerf séché ou le pénis de tigre accroissent la vigueur sexuelle masculine. Un article de Lu Xun, intitulé "Médication", rapporte la façon dont un patient est nourri de pain trempé dans le sang d'un condamné exécuté en vue de guérir la tuberculose.

Avec les progrès récents de la médecine chinoise, il n'est pas exceptionnel que des médecins chinois pratiquent avec succès des greffes de la peau, des cornées, des reins, des pancréas et des poumons.

Le niveau de soins médicaux en Chine socialiste dépend largement du rang politique du patient. Les soins sont dispensés aux fonctionnaires, au personnel des entreprises d'Etat ainsi qu'à leurs familles. Le système ne s'occupe pas des employés d'entreprises privées ni des paysans qui représentent 80% de la population. "Les révolutionnaires méritants" ainsi que les "vétérans du parti et de l'Etat" sont prioritaires et reçoivent des soins meilleurs que les citoyens ordinaires.

Avec l'avènement de la "réforme économique" au cours des dix dernières années, le système de santé publique a été progressivement remplacé par un système qui favorise ceux qui peuvent payer les soins médicaux. C'est pourquoi les hôpitaux d'Etat accueillent de plus en plus de patients travailleurs indépendants, de Chinois résidant à l'étranger et d'étrangers pour des traitements spécialisés. En payant, on bénéficie de soins de grande qualité.

Pour un prix encore plus élevé, plutôt que d'attendre des mois sinon des années, on peut obtenir une greffe d'organe dans un grand nombre d'hôpitaux chinois. Ces organes proviennent de plus en plus, de condamnés à mort exécutés. Ce trafic d'organes est bien connu dans les milieux chinois à l'étranger, en particulier à Hong Kong.

DOCUMENT OFFICIEL RELATIF AUX ORGANES DE PRISONNIERS:

En 1985, Harry Wu a reçu, d'une personne travaillant au ministère de la justice, la copie d'un document interne confidentiel. Ce document, rédigé en 1984, est la première prise de position connue du gouvernement chinois concernant le prélèvement d'organes sur les condamnés exécutés (voir Annexe 1). Auparavant, les documents gouvernementaux ne traitaient que de questions telles que la procédure concernant les autopsies et l'usage des corps à des fins de recherche médicale.

Dans la pratique, en Chine communiste, tout découle des instructions données par les dirigeants politiques. Ce n'est que lorsqu'un problème est connu du grand nombre, que le

comité central du parti fait la synthèse des expériences, détermine une politique et publie un document. Souvent, c'est fait "de manière expérimentale" ou sous forme de "document interne".

Les informations actuelles confirment que le prélèvement d'organes sur des condamnés, en vue de greffe, a commencé en 1979. Mais le ministère de la sécurité publique, le ministère de la justice, les services du procureur, le tribunal du peuple et le ministère de la justice n'ont publié qu'en 1984. un document légiférant cette pratique

Ce document, qui a été rendu public en 1990, autorise le prélèvement des organes d'un condamné sous trois conditions : que le corps du condamné ne soit pas réclamé, que le condamné lui-même ait donné son consentement et que la famille l'ait également fait.

Le document officiel stipule en outre de manière détaillée que les ambulances ne doivent pas porter de signes permettant d'identifier l'hôpital, que les membres des professions de santé ne doivent pas porter d'uniforme blanc au moment du prélèvement d'organe sur les lieux de l'exécution, que les gardes doivent être présents jusqu'à la fin du prélèvement et que les corps doivent être rapidement incinérés après les prélèvements.

UTILISATION DES ORGANES DE PRISONNIERS VIVANTS:

Il est sûr que des prélèvements d'organes ont été pratiqués sur des prisonniers vivants bien que l'on en ignore la fréquence. En novembre 1992, un chirurgien, le Dr. Chen (Annexe 2) diplômé de l'Université de médecine de Chine occidentale, a déclaré à Harry Wu : "On m'a envoyé avec trois autres chirurgiens prélever des reins dans la région de Xindu, à environ 25 km de Chengdu, province du Sichuan. L'ordre avait été donné par l'Université de médecine de Chine occidentale en mars 1986. Ce n'est qu'une fois arrivés que nous avons appris que nous nous trouvions dans une prison. Dans un service spécial se trouvait un prisonnier sous anesthésie. Nous ne savions pas son nom et ne pouvions pas voir son visage. Nous avons rapidement procédé à l'ablation des reins et les avons placés dans un récipient spécial. Nous l'avons donné à un membre du personnel, il est immédiatement monté dans un hélicoptère militaire dépendant du commandement de la région militaire de Chengdu, qui a décollé. Nous avons refermé le corps du prisonnier."

"Au retour, dans la même voiture, j'ai appris du chirurgien en chef que le prisonnier avait été condamné à mort et serait exécuté le lendemain."

A son retour à l'Université de médecine, le Dr. Chen a appris que, "quand l'hélicoptère avait atterri dans la cour de l'Université, un membre du personnel avait porté le récipient directement dans la salle d'opération où des chirurgiens avaient préparé un patient pour une greffe. Ce soir-là, quatre équipes avaient été envoyées dans des endroits différents. Huit reins avaient été prélevés et il a été procédé à huit greffes."

Sans reins, il est impossible de survivre au-delà de vingt-quatre heures. Le prélèvement des deux reins équivaut à un meurtre. Exécuter le condamné le lendemain n'est qu'une formalité, et une dissimulation de la manœuvre gouvernementale visant à réaliser des profits.

Quand on lui a demandé pourquoi des reins avaient été prélevés sur un prisonnier vivant, le Dr. Chen a déclaré que "le patient était un cadre dirigeant du parti communiste", et a ajouté que l'utilisation d'un hélicoptère militaire en était la preuve. Il a également dit qu'en 1986, le manque d'expérience était général et que les méthodes de conservation des reins étaient défectueuses. Il suppose que cet élément, ajouté à la situation politique du malade, avait précipité la décision de recourir à des reins prélevés sur des prisonniers vivants afin d'accroître les chances de succès de la greffe.

ENQUETE DIRECTE - CHENGDU:

En possession de ces éléments, Harry Wu est retourné secrètement en Chine en avril 1994 et s'est rendu dans deux des cinq plus grands hôpitaux qui pratiquent des greffes d'organes : l'Université de médecine de Chine occidentale à Chengdu, province du Sichuan (Annexe 3) et l'Université de médecine Tongji à Wuhan, province du Hubei (Annexe 4). Les trois autres hôpitaux se trouvent à Pékin, Shanghai et Guangzhou.

Wu était accompagné à Chengdu par Sue Lloyd-Roberts, journaliste à la BBC. Sous prétexte de chercher de l'aide pour un parent qui avait besoin d'une greffe de rein, Wu a d'abord rencontré le Professeur Yang, directeur du service d'urologie à l'Université de médecine de Chine occidentale (Annexe 5). Toutes les conversations au cours de cette enquête ont été enregistrées soit sur cassette audio, soit vidéo.

Yang a déclaré : *"... (notre hôpital) a réalisé sa première greffe de rein en 1979. Depuis lors, nous avons pratiqué plus de 400 interventions, et nous faisons partie des établissements qui ont pratiqué le plus de greffes dans le pays."*

Quand on lui a demandé combien de temps il fallait pour obtenir un rein, Yang a déclaré qu'ils pratiquaient plusieurs interventions par mois et que, pour des questions de compatibilité, cela prendrait un ou deux mois, ajoutant que *"les reins proviennent généralement d'une autre partie de la province ... Ils sont de très bonne qualité ... Nous ne vendons pas de reins ... La qualité des reins est excellente ... Les reins proviennent de donneurs, victimes de mort cérébrale."*

Le professeur Yang, qui avait passé l'année 1992 à New York, s'est vanté de ce que *"la déficience des fonctions rénales après opération est de 10% en Chine alors qu'elle est de 30 à 40% aux Etats-Unis."*

Il a ajouté : *"La raison en est que plus vite les reins sont prélevés, plus grandes sont les chances de réussite de la greffe. A ma connaissance, les procédures légales avant prélèvement sont trop lourdes aux Etats-Unis. Le processus prend plus de 20 heures. Le transport sur de longues distances pose un autre problème. Mais ici, en Chine, nous sommes proches des donneurs et cela ne prend jamais plus de 10 heures. Des ambulances sont utilisées dans la plupart des cas. On s'est servi d'un hélicoptère une fois... De plus, nos procédures (légales) sont bien plus simples."*

Yang a alors fourni à Wu des statistiques sur les greffes de reins réussies dans son hôpital. (Annexe 6).

On a demandé à l'associé du professeur Yang, le Dr. Li, qui étaient les donneurs. Il a dit : *"Selon la politique de l'hôpital (public), les patients et leurs familles ne sont pas autorisés à rencontrer ou à contacter les donneurs de reins ... les médecins de base ne savent même pas ... Les ordres proviennent de services supérieurs dans l'hôpital. Nous (les médecins) connaissons seulement le nombre de reins disponibles et le moment de leur arrivée ... Il existe une unité dans cet hôpital, appelée "Département de recherche scientifique", qui s'occupe de contacter les pourvoyeurs en reins. Il existe un réseau dans l'hôpital qui permet de trouver les reins disponibles... Le "Département de recherche scientifique" s'occupe également de l'administration de l'hôpital (concernant les donneurs) ... Il s'agit d'informations confidentielles ... Nous prélevons sur des personnes en état de mort cérébrale ... Légalement, nous ne sommes pas autorisés à parler de tout cela."*

La discussion avec le Dr. Li a été suivie de la visite d'une salle d'opération où se pratiquait une opération cardiaque, des services ordinaires et spéciaux où des cadres de haut rang et des malades étrangers étaient en traitement. Mme. Wu Jinping, directrice du département des affaires étrangères de l'hôpital (Annexe 7) menait la visite.

Harry Wu demanda à Mme. Wu Jinping ce que voulait dire "mort cérébrale". Elle a répondu : "Je ne sais pas exactement. Chaque pays a sa propre définition et donc, elle est particulière ici. Il existe certaines différences politiques entre notre pays et les Etats-Unis. Aux Etats-Unis, même l'heure exacte du décès à la minute près et des détails de ce genre semblent constituer des problèmes de prétendus droits de l'homme. C'est très difficile ... Nous agissons dans le respect de nos lois et de la réalité."

On lui a demandé avec insistance qui étaient les donneurs. Harry Wu a prétendu que la famille avait des préoccupations religieuses et éthiques et souhaitait connaître le donneur. Il ajouta qu'aux Etats-Unis, des prisonniers manifestaient souvent le désir de faire don de leurs organes.

Mme. Wu Jinping n'a pas relevé l'allusion à des prisonniers et a dit : "Nos reins peuvent provenir de personnes décédées dans des accidents de la route ou de gens victimes de "mort cérébrale". Si tel est le cas, nous contactons les responsables politiques concernés pour savoir où nous pouvons nous procurer les organes ... L'Etat ne permet pas les contacts avec les donneurs... Notre pays est très différent du vôtre. Nous pouvons faire des choses qui sont légalement impossibles dans votre pays. Pour ce qui est d'entrer en contact avec des donneurs de reins, c'est impossible. Mais nous vous garantissons que les donneurs sont en bonne santé et que les organes sont d'excellente qualité."

Mme. Wu Jinping a alors fait la proposition suivante : "... Dans deux ou trois semaines, nous pourrions obtenir un "rein vivant" (ce sont ses propres termes en Anglais) ... Une équipe chirurgicale sera envoyée pour le prélèvement et la livraison de l'organe, le prix est de 80.000 à 100.000 RMB mais il est préférable de payer en liquide, en dollars américains... Nous recevons des patients de Hong Kong, de Taïwan, des USA, du monde entier..."

GREFFES A WUHAN:

Le Centre de recherches sur les greffes d'organes de l'Université de médecine Tongji à Wuhan, province de Hubei, est le plus important de Chine. Son directeur, le professeur Xia Shuisheng, est considéré comme le plus grand expert en greffes du pays.

Un immense miroir a été placé à la sortie de l'ascenseur au neuvième étage du Centre, cadeau de reconnaissance d'un riche homme d'affaires Thaï, Mr. Wang, auquel on fait une greffe de rein en février 1994.

Dans un service de cet hôpital, une patiente a déclaré à Harry Wu qu'on lui avait fait une greffe de rein en même temps qu'à cinq autres malades six jours plus tôt, le 19 avril. A 240 km de Wuhan (trois heures de voiture), à Jingzhou, un avis du tribunal affiché publiquement, annonce que trois condamnés ont été exécutés ce jour-là.

Un autre patient a confirmé que des organes de prisonniers étaient utilisés lors des opérations. Ce patient, M. Li (Annexe 8) a déclaré : "Nous avons tous les cinq fait l'objet d'une greffe le même jour". Ce jour-là, six reins étaient disponibles. Etant donné la certitude qu'avait le médecin de trouver un donneur et de pratiquer la greffe dans un laps de temps réduit, l'accord des malades sans même connaître leurs besoins exacts, et le grand nombre d'opérations pratiquées dans le même hôpital le même jour, on peut en conclure que des condamnés exécutés constituent la seule source pour de telles greffes.

DIFFICULTÉS POUR TROUVER DES DONNEURS EN CHINE:

La tradition chinoise veut que les corps soient maintenus intacts et ensevelis. A ce jour, dans la Chine rurale, un nombre élevé de gens n'accepte pas l'incinération, c'est le moyen préféré du gouvernement pour s'occuper de l'enlèvement des corps. La plupart des Chinois n'acceptent pas l'idée de faire don de leurs organes.

La vente d'organes est strictement interdite par la loi chinoise. Le gouvernement chinois affirme que la pauvreté et le capitalisme sont à l'origine du trafic d'organes et qu'en autoriser la vente aboutirait à des meurtres perpétrés par des organisations criminelles pour se procurer des organes. Il n'a jamais été prouvé que de telles organisations existent. En tout état de cause, le système de santé est entièrement contrôlé par des entités gouvernementales.

Les difficultés de transport, de communication et l'organisation du système de santé ne favorisent pas le prélèvement rapide d'organes sur les victimes d'accidents de la route et aucune ville chinoise n'a organisé de système efficace pour y pourvoir.

Ces observations mènent à la conclusion que les possibilités de greffe sont relativement limitées en Chine. Toutefois, des documents attestent que 1400 à 1500 greffes de reins ont été pratiquées en 1993.

La première greffe rénale a été pratiquée en 1979 par le professeur Xia Shuisheng de l'Université de médecine Tongji. Aucune information fiable n'est disponible sur le nombre exact de greffes d'organes pratiquées ces dix dernières années. L'agence officielle de presse chinoise Xinhua a pourtant déclaré en octobre 1994 que presque 10.000 greffes de reins avaient été pratiquées dans 90 hôpitaux du pays.

Lorsque l'on rencontre des malades après opération, et voyant leur gratitude envers les chirurgiens qui leur ont donné une nouvelle possibilité de vie, toute critique du système est difficile. Après tout, disent certains, des vies humaines ont été sauvées en se servant de "*matériaux de rebut*" prélevés chez des condamnés.

Le fait que les sujets d'expériences médicales devaient de toutes façons mourir, a souvent été invoqué par les médecins nazis qui y voyaient la justification de leurs expériences sauvages sur des juifs ou des prisonniers de guerre russes. Des médecins japonais ont pratiqué des expériences similaires, en arguant que ces expériences permettraient de sauver un nombre incalculable de vies.

Même si l'utilisation par les Chinois d'organes prélevés sur des condamnés exécutés est d'une brutalité moins flagrante, sauf dans les cas de prélèvement sur des prisonniers encore en vie, le mépris des droits fondamentaux des prisonniers n'en est pas moins manifeste.

PROCESSUS D'EXECUTION:

Dans le cadre de notre enquête, nous avons été amenés à parler avec un membre du personnel dont le nom est Li, lequel travaille à l'hôpital du peuple N°7 de Zhengzhou, province de Henan (Annexe 9).

La conversation avec Li, qui s'occupe des organes de prisonniers exécutés depuis des années, a été enregistrée en juin 1994.

Li a déclaré qu'en mai il avait été envoyé à Anyang dans la province de Henan pour emporter le rein d'un condamné exécuté. Il a insisté sur le fait que les informations sur les greffes d'organes "*ne devaient pas être communiquées à des étrangers ... Ils proviennent tous de condamnés à mort ... Nous achetons les corps... Tout est approuvé (par le gouvernement).*"

Il a ensuite expliqué comment les condamnés étaient exécutés quand leurs organes doivent être prélevés : *"Dans notre pays, les condamnés à mort sont généralement exécutés d'une balle dans la tête. En certains endroits, on leur administre un coup de feu dans le cœur... Nos condamnés (pour des greffes d'organes) sont exécutés d'une balle dans la tête ... On s'entend avec eux (les bourreaux) pour qu'ils tirent dans la tête afin que le condamné meure très vite, instantanément, ainsi, le taux de survie des organes est considérablement plus élevé... Nous amenons l'ambulance directement sur les lieux d'exécution... Dès que le condamné a été exécuté ... après accomplissement des procédures exigées par le Bureau de la sécurité publique et le tribunal, le corps nous appartient... Nous achetons tout le corps... Du point de vue juridique, quand le condamné a été exécuté, il n'existe plus en tant qu'être humain. Il ne peut plus penser, ce n'est qu'un cadavre, ce n'est qu'un objet... (les corps des condamnés) ne sont jamais ensevelis. Ils sont incinérés... La famille reçoit les cendres dans une urne... Les membres du tribunal, de la police du peuple, du bureau de la sécurité publique, reçoivent des dons, ils sont par exemple invités à dîner et on leur donne des cigarettes, de petites choses... Leur aide est nécessaire pour mettre les corps dans l'ambulance et pour garder le lieu d'exécution un peu plus longtemps que d'habitude pour que le public ne puisse pas voir l'ambulance... On leur fait également des cadeaux certains jours de fête."*

Li a dit qu'un patient japonais avait payé un rein 30.000 dollars américains et nous a dit que nous devrions payer une somme équivalente.

Le 23 septembre 1983, Harry Wu a été témoin de l'exécution de 45 condamnés, tous tués d'une balle dans la tête tirée à bout portant (Annexe 10). Mais sur une série de photos (Annexe 11) prises lors d'exécutions à Chengdu, province de Sichuan, les condamnés étaient de toute évidence tués d'un coup de feu dans le cœur.

Les directives officielles semblent varier. Au début des années 50, la plupart des condamnés étaient exécutés d'un coup de feu dans la tête mais la défiguration rendait l'identification difficile. On gardait trace des exécutions en prenant des photos des corps, c'est pourquoi les autorités ont ordonné que les condamnés soient exécutés d'une balle dans le cœur.

Gao Peiqi, ancien commandant en second d'un escadron de police criminelle dépendant du Bureau de la sécurité publique de Shenzhen (Annexe 12) a fourni des explications plus détaillées : *"Lors d'exécutions, la règle était de tirer un coup de feu dans le cœur. Mais dans le nord - à Beijing, Tianjin, Shenyang - tous les condamnés sont exécutés d'une balle dans la tête parce qu'il est plus facile de viser et qu'ils meurent pratiquement instantanément. Dans le sud, on tire dans le cœur. Cela semble un peu plus civilisé parce que le visage reste intact mais si le tir rate, le condamné ne meurt pas immédiatement. J'ai vu des enregistrements vidéo dans lesquels le cœur du condamné n'avait pas été atteint et on l'avait laissé se tordre et hurler de douleur. Il a fallu tirer un second coup de feu pour mettre fin à ses souffrances... Alors, de peur de rater la cible, on fait une marque à la craie dans le dos du condamné ou on fait un nœud à la place du cœur pour que le bourreau puisse viser. Malgré ces précautions, il arrive que les bourreaux manquent leur tir et il est même arrivé qu'un officier de sécurité publique soit atteint à la main alors qu'il soutenait le condamné. Parfois, après avoir reçu l'ordre d'exécution, le bourreau donne au condamné un coup de baïonnette pour le faire rester tranquille puis le tue d'un coup de feu... Dans la province de Henan, j'ai vu un condamné soutenu par deux officiers de police et un troisième lui tirer un coup de feu dans le dos... lui administrer trois coups de pied, le pousser dans un puits. Ensuite, on a piétiné son abdomen pour s'assurer qu'il était mort. Après un coup de feu dans la tête, un médecin légiste a introduit une pince dans l'orifice produit par la balle et l'a enfoncée dans le cerveau."* (Annexe 13).

LA FICTION DU CONSENTEMENT DU PRISONNIER:

La loi chinoise prévoit qu'un prisonnier ne doit pas être traité en condamné à mort tant que la Haute Cour du peuple n'a pas rendu sa décision finale. Techniquement, il n'est donc pas légal de demander à un prisonnier de faire officiellement don de ses organes et les contrôles médicaux nécessaires à une greffe d'organe seraient impossibles.

Toutefois, en Chine, les exécutions sont souvent "sans délai", c'est-à-dire qu'elles font immédiatement suite au verdict prononcé par le juge lors d'un "procès public". Le condamné est alors mené sur le lieu d'exécution et tué d'un coup de feu. En fait, les autorités n'ont ni le temps ni le souci d'obtenir le consentement signé du condamné. Gao a déclaré que pendant les 10 ans qu'il avait passé dans les services de la Sécurité Publique, à sa connaissance, jamais un condamné n'avait donné son consentement avant que ses organes soient prélevés.

Des examens médicaux visant à déterminer la compatibilité entre les organes du condamné et ceux du destinataire sont pourtant nécessaires avant l'exécution.

Yang Guang, commandant en second de l'escadron de police criminelle, Bureau de la branche de la sécurité publique du district de Caoyang de la municipalité de Pékin, a fourni des détails sur ce processus : *"Quand l'ordre d'exécution arrive du tribunal, on ne le dit pas tout de suite au condamné. Il ne l'apprend que la veille d'une fête importante (jour où il sera exécuté) ou le matin de l'exécution. Les examens médicaux auront eu lieu avant l'exécution. Le condamné est alors exécuté d'un coup de feu. Je ne sais pas comment, mais on dit que le sang ne fait pas de caillots."*

En Chine, les condamnés sont presque toujours exécutés en groupe. Par exemple, selon Xinhua, "le 6 juillet 1994, le tribunal intermédiaire de la municipalité de Guangzhou a condamné 11 prévenus à mort. Ils ont été immédiatement conduits sur le lieu d'exécution et tués par balles."

Le même jour, le tribunal intermédiaire de la ville de Haikou dans la province de Hainan a organisé dans un cinéma une réunion publique à laquelle assistaient un millier de personnes et a annoncé 7 condamnations à mort. Les condamnés "ont été immédiatement menés sur le lieu d'exécution et tués par balle."

Selon Amnesty International, la Chine minimise toujours le nombre d'exécutions qu'elle pratique annuellement. Les chiffres réels ne sont connus que du gouvernement chinois mais on peut penser qu'ils s'élèvent à plusieurs milliers.

Le code pénal chinois (en vigueur depuis le 1er janvier 1980) prévoit que 16 délits sont passibles de condamnation à mort, neuf d'entre eux étant des "crimes contre-révolutionnaires".

Afin de maintenir "l'ordre socialiste", Deng Xiaoping comme Mao Zedong considèrent que les actes criminels, même s'ils ne sont pas directement politiques, constituent une "forme particulière de lutte des classes" et doivent de ce fait être combattus par des moyens politiques. Depuis 1949, ces moyens politiques consistent à organiser des exécutions de masse et à exhiber auparavant les condamnés en ville afin de montrer la puissance du parti communiste.

TRAITEMENT DES CORPS:

Dans les années 50 et 60, les communistes chinois demandaient aux familles de condamnés exécutés de payer la balle qui avait servi à l'exécution avant de leur permettre d'emmener le corps. En réalité, les corps étaient rarement réclamés.

Yang Guang a témoigné sur les pratiques en vigueur actuellement à Pékin. "Les familles des condamnés exécutés ne sont pas autorisées à emmener le corps. Quand elles formulent de telles demandes, on leur répond : 'Que voulez-vous faire du corps ? Le gouvernement s'en occupera. On vous donnera les cendres.' Si la famille insiste, on lui répond, 'votre parent a commis de graves crimes contre le parti et le peuple, et pourtant vous le plaignez ! Si vous ne marquez pas clairement vos distances avec lui, nous demanderons à la cellule du parti dont vous dépendez de vous éduquer et de vous guider.' En général, personne ne vient réclamer le corps. Presque toujours, des organes sont prélevés et le corps est incinéré."

Gao Peiqi, originaire de Chine du sud, tient des propos similaires : "En général, dans un grand centre de détention dépendant du Bureau de la sécurité, il y a entre 20 et 30 condamnés à mort. Quand le besoin s'en fait sentir, certains d'entre eux sont menés au lieu d'exécution et tués. Quand un condamné est exécuté, le Bureau de la sécurité publique maintient la famille à distance, lui interdisant de quitter son domicile. Les familles de condamnés exécutés ne sont pas autorisées à réclamer le corps qui est immédiatement incinéré par des unités judiciaires. La famille ne reçoit que les cendres."

Sous le système politique chinois, quand une personne a été qualifiée de contre-révolutionnaire ou d'ennemie du parti, ses amis et parents, afin de préserver leur statut social, doivent s'en tenir à l'écart et la dénoncer publiquement. Pour qu'un contre-révolutionnaire soit exécuté par le gouvernement, il doit avoir commis des "crimes graves". De ce fait, personne n'ose réclamer des corps qui sont dès lors propriété du gouvernement.

Même si les familles étaient autorisées à réclamer les corps, un nouveau phénomène qui se répand en Chine ferait naître des controverses. Soixante à soixante-dix millions de personnes, pour la plupart des paysans, ont émigré vers les villes et les zones économiques spéciales à la recherche d'emplois. Incapables de subvenir à leurs besoins, certains tombent dans la délinquance. Quand ils sont exécutés, leurs familles sont trop éloignées et trop pauvres pour pouvoir seulement demander leurs cendres.

En avril 1994, Harry Wu a photographié un avis de condamnation à mort à la gare routière de Hangzhou (Annexe 14). Le 1er avril 1994, un groupe de cinq délinquants était exécuté à Nanjing. Quatre d'entre eux étaient des migrants âgés de moins de 25 ans. Ils répondaient à n'en pas douter aux normes de "santé" si souvent mentionnées par des médecins de Chengdu et Wuhan.

NECESSITE D'UNE ENQUETE INTERNATIONALE:

Les renseignements rassemblés à ce jour concernant l'utilisation d'organes prélevés sur des condamnés exécutés laissent penser que cette pratique est contrôlée par le gouvernement communiste chinois. Le gouvernement formule des lois qui répondent aux besoins du parti, il interprète et applique ces lois, exécute les condamnés, décide quels organes seront prélevés, qui les recevra et combien coûtera un tel privilège.

Quand ils sont en vie, les détenus du Laogaï sont contraints de travailler au nom de la "réforme", pour "créer la richesse pour la nation". Ils défrichent des terres, construisent des routes, creusent des réservoirs et fabriquent des produits destinés à l'exportation. Après leur mort, même leurs corps sont utilisés pour apporter des profits supplémentaires au gouvernement communiste chinois.

Les dictateurs chinois qualifieraient d'acte de charité l'utilisation qu'ils font des organes de condamnés exécutés, alors qu'il ne s'agit de toute évidence que d'une violation flagrante des droits de l'homme.

ANNEXE 1-14

ANNEXE 1

Règlements provisoires de
la Cour suprême de Justice Populaire, du Procureur Suprême du Peuple,
du Ministère de la Sécurité Publique, du Ministère de la Justice,
du Ministère de la Santé Publique et du Ministère des Affaires Civiles,

relatif à l'utilisation de cadavres ou d'organes provenant de condamnés.

9 octobre 1984

Aux :

Cour Suprême de Justice Populaire, Procureur du peuple, Département de la Sécurité Publique, Département Judiciaire, Département de la Santé Publique, Département des Affaires Civiles de toutes les provinces, régions autonomes et villes franches.

Avec le développement de la médecine scientifique dans notre pays, certains hôpitaux, institutions médicales et unités participant à l'enseignement de la médecine et à la recherche scientifique ont émis des propositions quant à l'utilisation de cadavres ou d'organes de criminels condamnés à mort, à des fins de recherche scientifique et de greffes d'organes. Afin de soutenir le développement de la médecine et de modifier les habitudes sociales et les traditions, dans le strict respect des dispositions législatives et en tenant compte de l'importance de l'impact politique, les mesures concernant l'utilisation de cadavres ou d'organes de criminels condamnés à mort et sont les suivantes:

I. Les condamnés exécutés immédiatement doivent "être exécutés par arme à feu" dans le respect des dispositions du Code Pénal. Après exécution, les corps ne peuvent être manipulés qu'après confirmation du décès par le procureur responsable présent.

II. Les cadavres ou organes d'un condamné à mort après exécution ou les restes peuvent être réclamés par les membres de sa famille.

III. Les cadavres ou organes de condamnés exécutés entrant dans les catégories suivantes peuvent être utilisés :

1. Les corps non réclamés ou ceux que la famille refuse de réclamer.
2. Les corps de condamnés qui ont fait don de leur corps ou d'organes à des institutions médicales.
3. Après accord des membres de la famille.

IV. Les dispositions suivantes quant à l'utilisation de corps ou d'organes de condamnés exécutés doivent être respectées :

1. Les unités qui utilisent des cadavres ou des organes doivent disposer des équipements nécessaires à la recherche scientifique médicale ou aux greffes et les entretenir sur le plan technique. Ces unités doivent être contrôlées, avoir l'approbation et des "permis spéciaux" délivrés par le Département de la Santé Publique des provinces ou régions autonomes sous la juridiction desquelles elles sont placées, et elles doivent se présenter au Bureau de la Santé Publique de la municipalité ou du district pour y être enregistrées.

2. L'utilisation de cadavres sera réglementée de manière uniforme par le Département de la Santé Publique de la municipalité ou de la préfecture qui entrera en contact avec le tribunal du peuple et les unités utilisant les cadavres en accord respectivement avec le degré d'importance et d'urgence et le principe d'utilisation exhaustive.

3. Après la déclaration de l'ordre d'exécution et quand les cadavres pourront être directement utilisés, la Cour de Justice Populaire devra prévenir le Département de la Santé Publique de la municipalité ou de la préfecture qui transmettra l'information aux unités utilisant ces corps et leur accordera l'autorisation de les utiliser ; copie sera transmise à la Cour de Justice Populaire responsable de l'exécution et au procureur du peuple responsable du contrôle de l'exécution. Les unités qui utilisent des cadavres doivent entrer en contact avec la Cour de Justice Populaire de leur propre initiative dans les délais fixés par cette pour l'exécution.

Pour ce qui est des cadavres qui ne peuvent être utilisés qu'après accord des familles, la Cour de Justice Populaire doit informer le département responsable de la santé publique, lequel consultera les familles, et obtiendra un accord écrit définissant les modalités d'utilisation du corps, ce qu'il en adviendra après utilisation, les frais encourus et les compensations financières etc.

Le Département de la Santé Publique de la municipalité ou de la préfecture délivrera aux unités, en fonction des accords, les certificats nécessaires à l'utilisation des corps. Copie sera envoyée aux unités concernées.

Quand les condamnés font don de leur corps aux institutions médicales, il doit y avoir des certificats ou documents écrits signés du condamné à mort, lesquels seront archivés à la Cour de Justice Populaire.

4. L'utilisation de corps ou d'organes de condamnés exécutés doit rester strictement confidentielle, l'attention est attirée sur le fait que cet usage doit être fait à l'intérieur des unités. Dans les seuls cas de nécessité et après accord de la Cour de Justice Populaire responsable de l'exécution de la peine, des véhicules appartenant à des institutions médicales seront autorisés à pénétrer sur le lieu d'exécution afin de prélever les organes mais il est interdit d'utiliser des véhicules portant le nom des institutions médicales et de porter des vêtements blancs. Le lieu d'exécution doit être gardé tant que les opérations ne sont pas terminées.

5. Après utilisation du cadavre, les services d'incinération assisteront les unités afin d'incinérer le cadavre rapidement ; s'il est nécessaire d'ensevelir le corps ou de procéder à toute autre opération, l'unité qui utilise les cadavres assumera toutes responsabilités ; si la famille réclame le cadavre, la Cour de Justice Populaire se doit de l'informer pour qu'elle puisse le récupérer au crematorium.

V. Dans les régions à forte population Han, en principe, les corps ou organes de condamnés appartenant à des minorités nationales ne doivent pas être utilisés.

Dans les régions habitées par des minorités nationales, il convient de respecter les coutumes funéraires en appliquant ces directives.

最高人民法院
最高人民检察院
公安部 司法部
卫生部 民政部
关于利用死刑罪犯尸体
或尸体器官的暂行
规定

(1984年10月9日)

各省、自治区、直辖市高级人民法院、人民检察院、公安厅(局)、司法厅(局)、卫生厅(局)、民政厅(局)：

随着我国医学事业的发展，一些医疗、医学教育、医学科研单位为进行科学研究或做器官移植手术，提出了利用死刑罪犯尸体或尸体器官的要求。为了支持医学事业的发展，有利于移风易俗，在严格执行法律规定、注意政治影响的前提下，对利用死刑罪犯的尸体或尸体器官问题，特作规定如下：

(一) 对判处死刑立即执行的罪犯，必须按照刑法有关规定，“用枪决的方法执行”。执行完毕，经临场监督的检察员确认死亡后，尸体方可做其他处理。

(二) 死刑罪犯执行后的尸体或火化后的骨灰，可以允许其家属认领。

(三) 以下几种死刑罪犯尸体或尸体器官可供利用：

1. 无人收殓或家属拒绝收殓的；

2. 死刑罪犯自愿将尸体交医疗卫生单位利用的；

3. 经家属同意利用的。

(四) 利用死刑罪犯尸体或尸体器官，应按下列规定办理：

1. 利用单位必须具备医学科学研究或移

植手术的技术水平和设备条件，经所在省、市、自治区卫生厅(局)审查批准发给《许可证》，并到本市或地区卫生局备案。

2. 尸体利用统一由市或地区卫生局负责安排，根据需要的轻重缓急和综合利用原则，分别同执行死刑的人民法院和利用单位进行联系。

3. 死刑执行命令下达后，遇有可以直接利用的尸体，人民法院应提前通知市或地区卫生局，由卫生局转告利用单位，并发给利用单位利用尸体的证明，将副本抄送负责执行死刑的人民法院和负责临场监督的人民检察院。利用单位应主动同人民法院联系，不得延误人民法院执行死刑的法定时限。

对需征得家属同意方可利用的尸体，由人民法院通知卫生部门同家属协商，并就尸体利用范围、利用后的处理方法和处理费用以及经济补偿等问题达成书面协议。市或地区卫生局根据协议发给利用单位利用尸体的证明，并抄送有关单位。

死刑罪犯自愿将尸体交医疗单位利用的，应有由死刑罪犯签名的正式书面证明或记载存人民法院备查。

4. 利用死刑罪犯尸体或尸体器官要严格保密，注意影响，一般应在利用单位内部进行。确有必要时，经执行死刑的人民法院同意，可以允许卫生部门的手术车开到刑场摘取器官，但不得使用有卫生部门标志的车柄，不准穿白大衣。摘取手术未完成时，不得解除刑场警戒。

5. 尸体被利用后，由火化场协助利用单位及时火化；如需埋葬或做其他处理的，由利用单位负责；如有家属要求领取骨灰的，由人民法院通知家属前往火化场所领取。

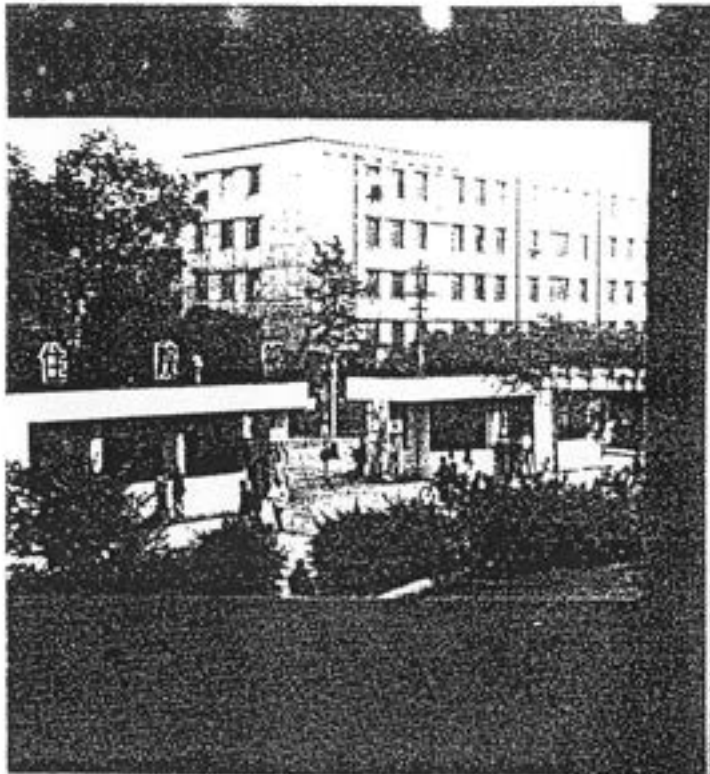
(五) 在汉族地区原则上不利用少数民族死刑罪犯的尸体或尸体器官。

在少数民族聚居地区，执行本规定时，要尊重少数民族的丧葬习惯。

ANNEXE 2



Docteur Chen, diplômé de l'Université de médecine "West China", qui a participé dans une équipe médicale au prélèvement des reins sur un prisonnier vivant avant son exécution.



華西醫科大學附屬第一醫院



地址：成都市田學巷 37 號
 電話：551255 郵政：610041

Address, No. 37 Guo Xue Xiang, Chengdu.
 Telephone, 551255 Post code, 610041



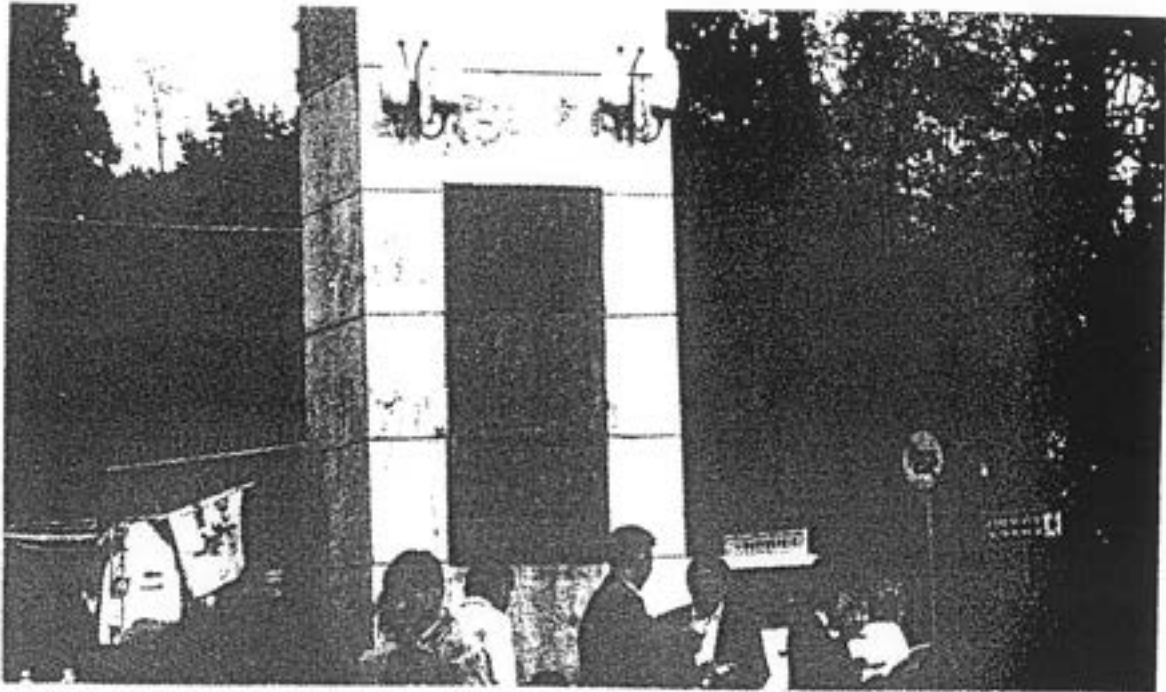
華西醫科大學 附屬第一醫院



The First University Hospital West
 China University of Medical Sciences

ANNEXE 4

Plaque signalétique de l'entrée de l'université de médecine de Tongji, dans la province de Wuhan. Sur la plaque du milieu on lit: "Centre de recherche de transplantation d'organes"



ANNEXE 5

Professeur Yang, directeur du service d'urologie de l'université de médecine de "West China"



華西醫科大學
附屬第一醫院泌尿外科

楊宇如 教授-科主任

地址: 四川·成都錦江邊37號
電話: (028)5551255-667 678(總)
5551255-824(宅)
郵政: 610041 電掛: 7780
傳真: (028)5582094



Department of Urology, First University Hospital,
West China University of Medical Science

YANG YURU (Y.R. YANG) M.D.

Professor of Urology
Director of Department of Urology

Chengdu, Sichuan, Tel: (028)5551255 667, 678(11)
610041 P. R. China, 5551255 824(11)
Cable: 7780 Fax: (028)5582094

ANNEXE 6

Premier hôpital universitaire
Université de médecine de "West China"
Chengdu, Sichuan, R.P. Chine

Lettre transmise par Fax:

Contenu:

D'après les données statistiques d'analyses de notre hôpital:

1 an après la transplantation de reins, le taux des survivants est de : 82,35 %
En 1991, le taux était de 90,2 0 %

3 ans après la transplantation de reins, le taux des survivants est de : 70,33 %

5 ans après la transplantation de reins, le taux des survivants est de : 61,54 %

La plus longue survie après transplantation de reins est de: 13 ans et 7 mois.

De: Tang Xiaoda

Date: 6 décembre 1992

N° FAX: (028) 5582944

Si vous ne recevez pas toutes les pages ou en cas de mauvaise transmission, s.v.p. appelez
immédiatement le N° (028) 582994

1st University Hospital
West China University of Medical Sciences
Chengdu, Sichuan, P. R. China

FAX TRANSMITTAL LETTER

COMMENTS: 据我院统计资料分析:

一年肾存活率为 82.35% ; 其中公元一九一
年资料一年肾存活率为 90.20%

三年肾存活率为 70.33% ;

五年肾存活率为 61.54% .

存活最長者為 13年7月。

FROM: 唐孝達

DATE: 1992年12月6日 FAX NUMBER: (028)5582944

IF YOU DO NOT RECEIVE ALL OF THE PAGES AND/OR ENCOUNTER ANY DIFFICULTY,
PLEASE CALL IMMEDIATELY: (023) 507944

ANNEXE 7

Mr Wu Jingping, Directeur du département des affaires étrangères à l'Université de médecine de "West China"



华西医科大学
附属第一医院外事科



伍 经 平 科长

FIRST UNIVERSITY HOSPITAL
WEST CHINA UNIVERSITY
OF MEDICAL SCIENCES



WU JINGPING
Director, Department of Foreign Affairs

中国·四川·成都
外西医学楼37号
邮政编码: 610041

电话: (028)551255-210
电报: 7780
传真: (028)582944
电传: (028)60251 WCUMS CN

No. 37 Guo Xue Xiang
Chengdu, Sichuan PRC
Zip Code: 610041

Tel: (028)551255-210
Cable: 7780
Fax: (028)582944
Telex: (028)60251 WCUMS CN

ANNEXE 8

Mr Li, un malade en convalescence après une transplantation de reins, qui révéla que son rein provenait d'un prisonnier exécuté.





Mr Li travaille à l'hôpital populaire N° 7 dans la ville de Zhengzhou City, province de Henan, et a expliqué comment les organes des prisonniers sont manipulés.

ANNEXE 10

Un autre récit d'exécution public témoigné par Harry WU

Orthodoxy - The American Spectator 1987

JOUR D'EXECUTION à ZHENGZHOU

(1986)

Liu Fong Da, avec John Creger

Depuis la mort de Mao en 1976, les politiques modérées de Deng Xiaoping en matière de modernisation progressive, contrôle gouvernemental plus souple de la production et initiative individuelle, ont amené la Chine au stade de la participation à des échanges étendus, y compris des échanges commerciaux, avec l'Occident. Il arrive souvent que les Occidentaux, enthousiasmés par l'ouverture de la Chine, prennent les affirmations de liberté grandissante à l'intérieur de la Chine pour des indications de démocratie naissante.

Mais nous autres Chinois savons qu'il y a de nombreuses facettes à ce qui se passe en Chine sous Deng Ziaoping. A l'automne de 1983, en tant que professeur d'université dans une autre région de la Chine, je dirigeais un groupe d'étudiants dans un projet sur le terrain à l'extérieur de Zhengzhou, capitale de la Province de Héнан dans la plaine du Fleuve Jaune au centre-nord de la Chine. Pendant près de trois mille ans, de 1500 av.J.C. jusqu'à 1200 ap.J.C., peut-être, cette ville était le centre de la vie culturelle et politique chinoise. Aujourd'hui, sous le règne du socialisme, la région autour de Zhengzhou est en grande partie terrain agricole dont les récoltes de blé et de maïs représentent un pourcentage important de la production nationale. Un matin pendant notre expédition, mes étudiants et moi fûmes témoins d'un événement, mis en oeuvre sur l'ordre de Deng, qui dévoile un visage que la Chine tourne rarement vers l'Occident.

En Chine du nord, il faisait bon le matin du 23 septembre 1983. C'était ce qu'on appelle là-bas un automne doré. Le ciel était d'un bleu foncé et le doux parfum de blé coupé restait suspendu dans l'air chaud. Les champs de couleur caramel s'étendaient de la campagne jusqu'aux banlieues de Zhengzhou. Ce jour-là, mes étudiants et moi n'étions pas partis dans les champs comme d'habitude, mais restés à notre dortoir dans la rue principale de la ville, afin d'analyser des échantillons de terre pour leur travail de thèse. Autour de 10h30, l'un des étudiants monta dans ma chambre où nous travaillions, pour demander l'autorisation d'assister à un défilé qui était sur le point de commencer. Curieux, je lui donnai l'autorisation et nous descendîmes dans la rue.

En tant que visiteurs à Zhengzhou, nous n'avions encore rien entendu concernant un défilé. Aucune affiche, aucune annonce dans les journaux. Aucun jour férié officiel n'avait été annoncé. Mais je compris, en voyant des foules de personnes dans les rues qui avaient l'air d'attendre quelque chose, que les paysans, les ouvriers, les cadres, les étudiants et les enfants le savaient depuis un moment déjà : une journée d'exécution arrivait.

Bien sûr, personne ne savait qui, ni combien de personnes allaient être exécutées, ni pour quels crimes. S'il n'est pas jugé nécessaire sur le plan politique de les rendre publiques, les exécutions en Chine sont cachées et réalisées sous haute surveillance. Cependant, cette fois-ci, la nouvelle avait dû descendre en douce depuis les cadres du plus haut rang jusqu'en ville, pour être diffusée par le biais des agences du Parti dans les écoles, les usines, les magasins et les hôpitaux. Je vis donc que le Parti avait l'intention d'instruire le peuple en lui donnant un spectacle. Ce qu'on appelle lui donner des "yeux de bonheur"...

Dans la ville de deux millions d'habitants, tout le monde semblait avoir interrompu son travail ou ses études. Plus tard, je calculai que près de la moitié de la population de la ville - presque un million de personnes - avait dû quitter son poste de travail ou sa salle de classe. Les gens se bouscuaient pour avoir une place - sur les trottoirs, sur les marches, serrés dans l'embrasure des portes. Des visages se pressaient contre chaque vitre des immeubles en brique rouge et jaune à cinq étages. Des militaires et des policiers se tenaient à intervalles dans les rues afin de maintenir la voie libre.

Dans la rue principale un cri se fit entendre : "Le voilà". Subitement, il n'y eut plus un bruit, plus un mouvement. Les gens se haussaient sur la pointe des pieds et les jeunes enfants prenaient place sur les épaules des adultes.

D'abord on entendit des motos. Puis on vit s'avancer lentement quinze ou seize policiers sur des motos à deux ou à trois roues. Le seul bruit qui se faisait entendre au-dessus du ronronnement des motos était le crépitement d'une radio de policier.

L'attrait principal arriva tout de suite après : quarante-cinq camions ouverts passèrent lentement devant nous, l'un après l'autre, ne faisant guère plus de 8 km/heure. Comme la police possédait très peu de camions de ce type, elle en avait emprunté à des usines et ils étaient tous de marques et de couleurs différentes. A l'avant de chaque plateau de camion, juste derrière la cabine, se tenait un homme condamné ligoté avec une grosse corde. La corde faisait une croix sur sa poitrine et passait dans son dos, maintenant en place une pancarte, grande et étroite. Sur la moitié supérieure de chaque pancarte était inscrite une accusation : "Voleur", "Meurtrier", "Violeur". En bas se trouvait le nom de l'accusé, barré d'un grand "X" en rouge. Les prisonniers semblaient être vêtus de leurs propres habits en haillons. Chaque prisonnier était encadré de deux policiers.

Lorsque nous avons vu quelque chose de spécial, nous autres Chinois disons que nos yeux sont devenus des "yeux de bonheur". Il me vint à l'esprit que le cortège n'avancait si lentement que pour donner aux gens "des yeux de bonheur". Faire défiler ainsi des criminels est une coutume qui remonte loin dans le féodalisme chinois. On nous conditionne depuis deux mille ans à croire que nous avons de la chance de voir de telles choses.

Les quarante-cinq hommes se tenaient de diverses façons. Certains étaient debout, la tête baissée. D'autres portaient la tête haute, rebelle. D'autres encore pleuraient ouvertement, paraissant être pleins de remords pour leurs crimes ou peut-être désespérant de se prouver innocents. Comme les camions passaient lentement devant nous, certains condamnés tournaient la tête d'un côté et de l'autre, le regard fixe, les yeux écarquillés - comme si toute cette scène était irréelle et qu'ils étaient déjà en route pour le Paradis de l'Ouest de la tradition populaire.

Je pensais aux nombreux films et romans chinois modernes qui montrent sans cesse des scènes d'exécution de communistes par le Guomindang (Nationaliste) ou par les Japonais pendant les trente ans de lutte du Parti pour remporter le pouvoir, pendant lesquelles cent mille communistes trouvèrent la mort. Avant d'être mis à mort, on demande aux héros s'ils ont quelque chose à dire. Invariablement, ils s'écrient, "Vive le Président Mao!" ou "Vive le Parti Communiste! Vive le Marxisme!". Et juste avant de mourir ils se mettent à chanter l'Internationale.

Mais ce jour-là, à Zhengzhou, si quelqu'un parmi les quarante-cinq avait quelque chose à dire, personne ne l'entendit. Une autre corde, plus mince, fut passée autour du cou de chaque condamné. S'il avait commencé à crier ou à se débattre, nous savions tous que l'un des deux policiers à ses côtés aurait tiré sur la corde d'étranglement. S'il continuait, l'autre policier avait une petite dague qui, enfoncée dans le dos et maintenue immobile, ne laisserait aucune goutte de sang s'échapper. Les deux policiers pourraient alors soutenir le corps pendant toute la durée du défilé et de l'exécution. Car il fallait continuer coûte que coûte. Le peuple doit être éduqué.

Derrière les camions, environ vingt-cinq voitures noires transportaient cinquante ou soixante cadres du parti ou de la police. Très lentement, le cortège serpenta à travers Zhengzhou, attirant toujours plus de monde à sa suite. Lorsqu'il atteignit la banlieue de la ville, il y avait peut-être cent mille, parmi le million de spectateurs dans la ville qui suivait activement le cortège. Le sol était jonché d'ordures, les gens trébuchaient et ruisselaient de sueur, essoufflés, mais ils continuaient de suivre les quarante-cinq camions. Certains étaient à vélo. Certains, comme moi, couraient et marchaient tour à tour. On savait que l'acte le plus spectaculaire approchait.

A cinq kilomètres de la ville, le lit d'un cours d'eau s'élargit pour devenir un champ de maïs d'environ deux cents sur quatre cents mètres. Des berges jaunes d'une hauteur d'un à deux mètres forment un énorme amphithéâtre naturel. Sur les berges pousse du maïs aussi grand qu'un homme. Au dessous, l'herbe fine et verte couvre le lit du cours d'eau. La horde suivant le cortège envahit le site, écrasant le maïs sur les berges. Je suivais dans la foule, en me demandant pourquoi on piétinait de la nourriture afin de regarder des gens se faire tuer ?

L'extrémité inférieure de l'endroit est bornée par une grande route à la même hauteur que les berges. Les véhicules du cortège étaient disposés en formation sur la route, bloquant la circulation. Dans le coin à droite, une rampe descendait de la route jusqu'au lit du cours d'eau. Des policiers en veste blanche et pantalon bleu formaient un cercle aux contours approximatifs afin d'empêcher les gens de déborder des berges et de descendre sur l'herbe.

Au centre se trouvait une rangée de pieux en bois avec des pancartes circulaires portant les numéros de un à quarante-cinq. Devant chaque pieu, à un peu moins de deux mètres, on avait creusé un trou d'environ 30 cm de diamètre et 15 cm de profondeur. Les cadres sortirent de leurs voitures, descendirent la rampe et, formant un groupe, surveillèrent les préparatifs. On avait déjà fait descendre les accusés des camions à côté desquels ils devaient maintenant attendre.

Soudain, trois fusées rouges montèrent au ciel, lancées depuis la route derrière les prisonniers. Escortés chacun de deux policiers en uniforme bleu et blanc, les accusés durent à présent descendre rapidement la rampe, les pancartes toujours attachées dans le dos. De peur, certains avaient perdu l'usage de leurs jambes. Ceux-là furent traînés jusqu'à leur place par les policiers.

Au moment où le quarante-cinquième atteignit sa place, trois autres fusées, vertes cette fois, montèrent dans le ciel. Avant qu'elles ne disparaissent surgit, apparemment de nulle part une file de quarante-cinq policiers en uniforme vert et portant des fusils ; ils allèrent rapidement se positionner derrière chaque prisonnier.

Plusieurs secondes après que le dernier policier eût gagné sa place, trois fusées jaunes furent lancées. Les deux policiers d'escorte en bleu et blanc attrapèrent chaque homme derrière les genoux, le forçant à s'agenouiller, et puis s'écartèrent de chaque côté. En parallèle, les policiers en uniforme vert s'avancèrent et levèrent le canon de leur fusil à une distance de 25 cm de l'arrière de la tête des accusés.

Les quarante-cinq coups partirent d'un seul son. Ensemble, les corps tombèrent brusquement en avant et s'étalèrent de différentes façons sur l'herbe, des morceaux sanglants atterrissant des deux côtés des trous, certains directement dans les trous. Le cercle de policiers au dessous des berges retenait la foule curieuse. Cent trente-cinq policiers - deux escortes et un bourreau par prisonnier - formèrent une seule file, regagnèrent rapidement les camions qui les emmenèrent. Leur travail était terminé.

Quinze ou seize policiers aux gants blancs, pistolet et clipboard à la main, descendirent la rampe. S'arrêtant devant chaque corps, ils notèrent rapidement quelques mots sur leur clipboard. Certains corps, que la balle n'avait pas atteint carrément, gisaient là secoués encore de tremblements ou de convulsions. On leur tira dessus une deuxième fois.

Les cadres se tinrent brièvement au bas de la rampe à débattre de quelque chose. Puis ils consultèrent leur montre, montèrent jusqu'à leur voiture, et rentrèrent en ville. Les policiers aux gants blancs et clipboards montèrent dans les deux camions restants. Je jetai un coup d'oeil à ma montre. Il était midi.

Les seuls officiers qui restaient étaient les vingt ou trente policiers qui formaient maintenant un cercle autour des corps. Soudain, les voitures des cadres disparaissant sur la grande route, la foule descendit les berges en flots et serra les rangs en poussant des cris. Les premiers rangs traversèrent la barrière des policiers pour s'approcher des corps gisant sur le sol et s'arrêtèrent net, horrifiés, quand ils étaient assez près pour distinguer des détails. Mais la foule poussait trop fort derrière et ils étaient nombreux à être propulsés en avant et contraints à piétiner les corps. Certains s'étalèrent dessus. Un homme à mes côtés en perdit les chaussures. Les enfants hurlaient en voyant le sang et les fragments de crâne. Mes chaussures se tachèrent de sang. Afin de protéger les corps, l'un des policiers sortit un pieu du sol, ramassa des cervelles sur la pancarte circulaire et la brandit pour tenir la foule à distance. Elle recula de trois à cinq mètres et forma un cercle autour de lui.

A peu près une heure plus tard, je partis en même temps que la majeure partie de la foule. Mais j'appris qu'à minuit, sous une lune éclatante, plusieurs milliers de personnes étaient encore là à regarder fixement les corps et que d'autres continuaient à arriver tout au long de la nuit.

La majorité des familles des hommes exécutés ne vinrent pas revendiquer les corps, bien qu'ils n'eussent payé que les "frais de balle" minimum pour en prendre possession. Ce n'était pas seulement parce que les corps étaient sérieusement mutilés. Il fallait établir une nette distinction entre le parent exécuté et soi-même. Revendiquer le corps insinuerait qu'on éprouvait encore de la compassion pour un criminel. Ainsi, les corps restèrent là, exposés, jusqu'au troisième jour, où on les emmena pour les détruire.

Le lendemain, le tribunal municipal mit partout dans la ville des affiches avec des photos du haut des corps mutilés des hommes exécutés. Les affiches portaient une description des criminels, de leurs origines et de leurs divers crimes. Nulle mention n'était faite du jugement des condamnations. Ni d'aucune circonstance atténuante. Il n'y avait pas eu de procès ; personne ne savait vraiment quel genre de personnes avaient été tuées.

Par contre, les gens savaient que des militants du Parti, déguisés en paysans, circulaient parmi eux, guettant des opinions inopportunes. Ils se regroupaient donc devant les affiches et bavardaient à propos des familles des hommes exécutés. Beaucoup d'entre eux avaient eu "des yeux de bonheur". Mais aucun regard interrogateur ne se montra sur leur visage...

Le spectacle était terminé. Pendant les mois de septembre et octobre de cette année-là, il y eut à travers la Chine de nombreuses représentations. Celle de Zhengzhou se joua deux fois encore. Et la Chine possède trente capitales provinciales. Shanghai envoya cent un prétendus criminels au Paradis de l'Ouest; Wuhan, soixante-huit ; Pékin, soixante-dix-neuf, peut-être. A l'intérieur de la Chine, beaucoup ont essayé de deviner combien de personnes furent tuées pendant l'automne doré de 1983. Certains estiment qu'il y en eut 80.000, d'autres, 150.000. Mais il ne s'agit là que de conjectures.

Le nombre réel s'élève sans aucun doute à six chiffres. Pendant ces deux mois-là, chaque capitale provinciale et chaque siège de comté en Chine monta des spectacles de ce genre. La Chine possède deux mille comtés. S'il n'y avait que cinq exécutions par comté, le total s'élèverait à 10 000. S'il y en avait dix, cela ferait 20 000. Et si on avait donné la représentation trois fois, combien cela ferait-il, au total?

Je ne le sais pas.

Il existe pourtant un homme qui le sait. Celui qui a donné l'ordre pour que tous les nouveaux rapports des "clipboards" soient envoyés à son bureau. Comme tous les Chinois, Deng Xiaoping est très fier de cinq cents ans de civilisation. Et un gouvernement de, par, et pour le peuple ne fait pas plus partie des politiques de Deng qu'il ne fait partie de l'héritage historique de la Chine.

Ceci est une autre face, encore, de ce qui se passe en Chine.

ANNEXE 11

Série de photos d'exécutions en Chine. Il est courant que les prisonniers soient exécutés en groupe.







ANNEXE 12

Goa Peiqi (deuxième à partir de la droite), premier député commandant de l'escadron de police criminelle, Bureau de sécurité publique de la ville de Schenzhen.



ANNEXE 13

Remarquez l'officier de sécurité (deuxième en partant de la gauche) en train de glisser un instrument de métal fin dans son gant.





Une annonce publique de l'exécution de 5 prisonniers à Hangzhou. Quatre des cinq condamnés étaient des jeunes paysans qui avaient émigré à la recherche de travail.

**RAPPORT
DE
TEMOIGNAGE**

Extraits de Publications

MA PO

1983-1989 : Ancien reporter, China Legal Daily
Août 1989 : A fuit à Hong Kong puis en France
Décembre 1989 : S'est installé aux Etats-Unis.

Au printemps 1986, Ma Po était en déplacement en qualité de journaliste dans la ville de Nanchang dans la province de Jiangxi. Une partie de son rapport d'enquête indique ce qui suit:

Zhong Haiyuan, enseignante à l'école primaire Jingfengshan de Xinjian, province de Jiangxi, fut condamnée à 12 ans d'emprisonnement pour crime contre-révolutionnaire. Alors qu'elle était en exercice, elle écrivit sur un mur "A bas Hua Guofeng", pour cela elle fut condamnée à mort le 30 avril 1973 et exécutée immédiatement.

En même temps, il y avait un aviateur au 92 ème hôpital de campagne de Nanchang, province de Jiangxi, qui souffrait d'un dysfonctionnement rénal. Par le biais de l'armée, l'hôpital a demandé au commandant du bataillon qui était chargé de l'exécution, de ne pas exécuter Zhong immédiatement, mais de la garder suffisamment longtemps vivante pour lui extraire les reins. Alors que l'on faisait parader Zhong dans les rues de la ville conduisant au lieu d'exécution, un sergent de l'armée portant un masque de toile blanche fit signe au soldat qui l'escortait de maintenir Zhong immobile. Ils injectèrent une solution dans son corps pour empêcher le sang de coaguler. Pendant l'exécution, le commandant du bataillon ne tira intentionnellement qu'un seul coup de feu dans son dos. Zhong fut rapidement transportée dans une ambulance garée aux abords du lieu d'exécution. Ses reins furent extraits et transplantés sur l'aviateur.

LIU QING

Président Droits de l'Homme en Chine, New York.

Yang Liangrong, camarade de classe de Liu Qing en section d'architecture de l'institut de technologie de Nanjing, était ingénieur à l'Architectural Science Designing Institute de la province de Jiangsu. En 1989, il a payé 5000 RMB au service de la Sécurité Publique pour le rein prélevé sur un prisonnier exécuté et transplanté sur lui avec succès.

EXTRAITS DE PUBLICATIONS

South China Morning Post/Hong Kong, 12.12.1988 par Chris Yeung à Guangzhou et Naomi Lee.

En raison des difficultés à trouver des donneurs, 2 hôpitaux de Guangzhou utilisent aux fins de transplantations les reins de criminels exécutés.

L'hôpital de Nanfang, affilié à 4 universités militaires, pratique environ 50 transplantations par an, principalement sur des Chinois d'outre-mer, incluant quelques Chinois venant de Hong Kong qui paient jusqu'à 70 000 \$ pour l'opération.

Un officiel du service rénal de l'hôpital n°1 du Collège médical civil de Zhongshan a admis que la majorité des reins utilisés pour les transplantations provenaient de criminels exécutés récemment. Il n'a pas voulu donner de détails sur le nombre d'opérations concernées. Les hôpitaux de Guangzhou sont les 2 plus grands pourvoyeurs de reins pour greffe.

A Hong Kong, au cours des 5 dernières années, on a dénombré plus de 300 transplantations, sans compter une liste d'attente de 800 personnes désireuses de nouveaux reins.

A l'hôpital de Nanfang, on ne consulte ni le criminel, ni la famille pour les transplantations effectuées dans les 6 heures suivant l'exécution.

L'hôpital prépare 3 patients pour la transplantation et détermine les tests de compatibilité de dernière minute qui feront un bienheureux.

"Les transplantations ne vont pas à l'encontre de l'éthique puisque les criminels les utilisent comme une ultime vertu" dit madame HO Meisim, directrice de l'agence Wei Kiu, représentant Nanfang à Hong Kong. "Afin d'éviter toute erreur, nous préférons ne pas discuter de ce sujet avec eux car nous perdriions notre source d'approvisionnement en reins. La plupart des Chinois préfèrent que leur corps soit intact pour la crémation et, par conséquent, sont réticents aux dons d'organes" dit-elle.

Selon une des responsables de l'hôpital de Zhongshan, souhaitant garder l'anonymat : *"La plupart des reins sont collectés dans des sites d'exécution à Guangzhou. Un patient que nous venons juste d'opérer en a acheté un dans sa région pour 50 000 yuans (105 000 HK\$). Les membres de la famille de l'exécuté n'ont même pas été informés. Je ne suis pas sûr que certains d'entre eux soient même au courant de tout cela" dit-elle.*

Les transplantations à l'hôpital de Nanfang ont l'aval du gouvernement puisque l'armée aide au transport par route ou par avion en provenance des lieux d'exécution d'autres provinces.

Les patients non militaires ne sont traités à Nanfang que depuis 1979.

Les 2 secteurs qui s'occupent exclusivement des patients outre-mer ont l'intention de doubler la capacité actuelle de 200 lits. L'hôpital a traité un certain nombre de pathologies de personnes provenant de 38 pays différents, pour la plupart des Chinois d'outre-mer.

ASSOCIATED PRESS - Hong Kong, 6 mars 1991

Un homme d'affaires Chinois a récemment envoyé une circulaire aux médecins de Hong Kong afin d'inviter les médecins de la colonie britannique à envoyer leurs patients nécessitant des transplantations rénales en Chine, où les organes sont plus rapidement disponibles.

Les journaux d'expression anglaise notèrent que la lettre spécifiait que les hôpitaux utilisaient les organes de donneurs vivants et quelques médecins contactés par téléphone indiquèrent avoir entendu que les organes utilisés pour de telles transplantations provenaient de prisonniers.

"Il est impossible de savoir si de tels donneurs d'organes sont volontaires" a dit un des médecins, Deacon Chiu, homme d'affaires de Hong Kong qui s'est rendu le mois dernier à Canton en Chine du Sud pour une transplantation rénale. Selon la presse locale, Chiu, 65 ans, ancien président de la Far East Bank de Hong Kong, a reçu le rein d'un prisonnier exécuté.

ASSOCIATION MEDICALE BRITANNIQUE, 1992

La médecine dénonce la participation de médecins à des violations des Droits de l'Homme.

En 1990, la BBC à Hong Kong relata que des chirurgiens des hopitaux de Hong Kong effectuaient des transplantations en utilisant des organes achetés à la République Populaire de Chine. Les organes étaient supposés provenir de prisonniers exécutés. Les chirurgiens impliqués reconnurent les arguments moraux et éthiques qui pouvaient aller à l'encontre de cette procédure, en particulier en ce qui concerne les exécutions possibles consécutives aux manifestations de la place Tiananmen en juin 1989, mais voulurent sauver des vies avec les organes disponibles. Plus tard, des rapports de presse semblèrent confirmer que la République Populaire de Chine était impliquée dans le commerce de reins provenant de prisonniers exécutés et envoyés à destination d'hôpitaux de la colonie britannique. Selon une étude faite par un chirurgien de l'Université et rapportée par l'agence de presse Reuter le fait que de futurs bénéficiaires puissent avoir un rendez-vous précis pour une transplantation indiquerait qu'ils étaient programmés pour recevoir des organes, soit de donneurs vivants, soit de prisonniers exécutés. La source d'organes la plus commune, les victimes d'accidents, ne pouvait pas être inscrite dans un emploi du temps préétabli. Plus tard, en août 1991, un rapport sur de telles transplantations a pu être publié dans le journal Lancet. La lettre d'un médecin de Hong Kong stipulait : *"les reins sont habituellement prélevés sur des prisonniers qui ont été exécutés pour des fautes comme l'enlèvement, le vol ou pour des "crimes" politiques contre l'Etat. Ni le prisonnier lui-même, ni la famille ne donnent leur consentement aux prélèvements d'organes"*.

PUBLICATIONS CONCERNANT DES TRANSPLANTATIONS

Vol 6, N°3/ Juillet 1992 par Ronald D.Guttmann, Canada.

En 1990, 44 pays ont aboli la peine de mort pour toutes sortes de crimes. 17 ont aboli la peine de mort sauf pour certains crimes commis contre la loi militaire ou en période de guerre et 25 pays et territoires supplémentaires ont prévu la peine de mort dans leur système législatif. 99 pays et territoires ont conservé et utilisent encore la peine de mort.

Dans certains pays d'Asie, comme la Chine où les donneurs qui seraient décédés cliniquement et dépendant de l'assistance respiratoire sont rares, des prisonniers exécutés sont devenus une source très significative de donneurs. Par exemple, pendant l'année 1989 en République Populaire de Chine, 4596 transplantations de reins ont été effectuées. Selon un chirurgien qui pratiquait les transplantations et qui, maintenant, travaille à l'extérieur de la République Populaire de Chine, la grande majorité de ces reins provient de prisonniers exécutés (plus de 90%). Les résultats de certains de ces procédés de transplantations effectués pour des bénéficiaires venant de Hong Kong ont été récemment relatés dans un journal traitant de ce sujet qui dénonçait la très grande morbidité et mortalité relative aux procédés de transplantation effectuée à Hong Kong même. Un médecin, ayant très activement participé à l'obtention de reins provenant de prisonniers exécutés en République Populaire de Chine, en témoigne. Il n'y a aucune raison de douter de la véracité de cette déclaration anonyme.

Plus de 90 reins sont obtenus chaque année dans cette région de Chine. Durant la visite d'un médecin à la prison, les prisonniers font don de leur sang, on ne leur dit pas pourquoi, on leur demande de donner leur sang. Bien que questionné, le personnel médical n'est pas autorisé à répondre ou à parler au prisonnier durant cette rencontre. Des échantillons de sang sont utilisés pour des groupements ABO, de typage HLA, les cross match lymphocytaires et dans certains cas des mélanges de réactions leucocytaires.

En d'autres termes, pour sélectionner les bénéficiaires, les prisonniers sont prévenus de leur exécution le matin même. Ni eux, ni leurs familles ne sont au courant du devenir des donneurs de reins, mais la plupart du temps les familles n'ont plus de rapport du tout avec le prisonnier et ne sont même pas au courant de leur exécution. Le prisonnier est conduit à la campagne, il est agenouillé et tué par une balle dans la tête. A ce moment-là, un membre de l'équipe de transplantation déclenche un chronomètre et attend qu'un médecin officiel de la prison déclare la mort. Quand la mort est déclarée, l'équipe de transplantation met le donneur dans un sac et le transporte dans une salle d'opération mobile attendant sur place à cet effet. Les reins de l'individu sont prélevés, examinés avec soin et amenés à l'hôpital de la ville. Les bénéficiaires sont des résidents locaux ou venant des pays d'Asie. Les bénéficiaires sont conscients de recevoir des reins obtenus de cette manière. Les malades d'origine étrangère paient "*des coûts hospitaliers*". Une telle activité n'est jamais relatée dans la presse locale et personne ne semble en parler, bien qu'en fait la pratique ne soit pas un secret.

Le précédent rapport est en contradiction avec le témoignage d'un autre membre actif au sein d'une équipe de transplantation dans une très grande région de Chine où plus de 200 donneurs prisonniers habituellement condamnés pour meurtre fourniraient des reins chaque année. Ce professionnel affirme que lors de

ces 5 ou 8 dernières années, une loi avait autorisé en Chine l'acquisition d'organes provenant de prisonniers après consentement du prisonnier condamné ainsi que celui de sa famille. Même l'autorisation de prélever du sang est formellement demandée. On prétend même que le prisonnier est prévenu 10 jours avant son exécution et qu'un travailleur social parle à sa famille.

Le prisonnier ne peut qu'être d'accord. Avant l'entrée en vigueur de cette loi, l'équipe médicale était autorisée à faire une injection d'Héparine au condamné juste avant l'exécution pour éviter la coagulation en prévision du prélèvement du rein. La méthode d'exécution et la façon de se procurer les reins sont relatés de la même façon que dans le premier témoignage.

La façon dont les décisions d'attribution de reins aux non-résidents sont prises n'est pas claire, et le Ministère chinois de la santé déclare *"ne pas être au courant de l'utilisation de prisonniers exécutés aux fins de transplantations de reins"*.

Deux autres articles de presse édifiants traitant de la façon dont on obtient les organes des prisonniers exécutés ont été publiés. Dans le premier, Amnesty International rapporte que les Chinois d'outre-mer paient à Hong Kong 30 000 \$ pour recevoir le rein d'un prisonnier exécuté et passent la frontière en direction d'un hôpital principal du sud. Ceci confirme le témoignage précédent qui faisait référence à une région différente de Chine.

SUNDAY MORNING POST - Hong Kong ,25 Juillet 1993.

Les reins obtenus par les pelotons d'exécution.

Le professeur Arthur LI, doyen de la Faculté de Médecine de l'Université chinoise de Hong Kong, dit que pendant son séjour à Guangdong, des reins lui ont été proposés par l'équipe d'un hôpital chinois.

"Les autorités de la prison obtiennent sans aucun doute de l'argent pour cela, sinon ils ne feraient pas affaire avec vous" dit-il.

Le professeur Li dit que l'équipe médicale sachant que Hong Kong connaissait une pénurie de reins, a déjà fait ce genre d'offres mais il ne veut pas nommer ou donner le nom de l'hôpital ni de l'équipe.

"Je leur ai dit que s'ils me montraient le consentement écrit des prisonniers et si je n'avais pas à payer un centime, je serais d'accord pour les prélever... Ils ont dit ensuite qu'il fallait donner de l'argent aux parents pour l'enterrement. Je leur ai répondu que l'enterrement ne me regardait pas. Je veux juste les reins.. c'est tout, je n'en ai plus jamais entendu parler... Apparemment, il y a une valeur monétaire dans l'offre", a-t-il dit.

Le président du Conseil médical, Professeur Rosie Young a dit qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les organes des prisonniers exécutés n'étaient pas prélevés, même lorsque le prisonnier souhaitait en faire don à la dernière minute, par crainte d'un consentement donné sous la pression.

Le législateur Docteur Huang Chen Ya en a appelé hier à la Chine pour qu'elle respecte les droits des prisonniers.

" ... Qu'il ait commis un crime et qu'il soit condamné à mort, vous avez uniquement un droit de vie ou de mort et non un droit sur son corps" dit-il. "... Si la Chine désire les utiliser à cause de la rareté des organes, elle doit établir une loi et autoriser un large débat

public ... (ce qui se passe) est une infraction aux droits de l'homme. C'est totalement inacceptable."

Des milliers d'exécutions sont effectuées chaque année en Chine.

Un nombre croissant de malades des reins à Hong Kong est prêt à payer jusqu'à 200.000 \$ pour un rein provenant de Chine.

On pense qu'il y a jusqu'à 12 hôpitaux à Guangdong impliqués dans les transplantations d'organes au profit des gens de Hong Kong. La plupart des organes utilisés sont supposés provenir de criminels exécutés.

AMNESTY INTERNATIONAL - Londres, avril 1994

Le 25 novembre 1993, 140 exécutions ont été perpétrées dans plusieurs villes de la province de Henan en Chine centrale pour des crimes non répertoriés.

En 1993, au moins 2564 personnes ont été condamnées à mort en Chine... et on pense que ce nombre est encore en-deçà du chiffre actuel des condamnations à mort et des exécutions... Les autorités chinoises ne publient pas de statistiques au sujet de la peine de mort car elles sont cataloguées secret d'Etat.

ASSOCIATED PRESS - 29 août 1994

La Chine utilise les organes des prisonniers pour des transplantations.

Pékin : les prisonniers exécutés fournissent les principaux organes utilisés pour les transplantations en Chine, pratique qui implique des abus des droits de l'homme et la violation de l'éthique médicale, rapporte ce jour une association pour les Droits de l'Homme.

En 1992, entre 1400 et 1700 reins provenant de prisonniers exécutés ont été utilisés pour des opérations de transplantation.

AGENCE REUTERS - Londres, 28 octobre 1994

La BBC rapporte ce jeudi que Hong Kong et Taïwan ont l'intention d'introduire la semaine prochaine des lois visant à empêcher le commerce lucratif d'organes humains en provenance de Chine, organes que les associations des Droits de l'Homme dénoncent comme étant prélevés sur des prisonniers exécutés.

Il est dit, dans un rapport spécifique, qu'environ 2000 transplantations de reins sont effectuées en Chine chaque année pour des malades étrangers payant jusqu'à 20.000 livres (32.700 \$) pour une opération.

Les exécutions en Chine ont atteint leur plus haut niveau depuis 1950 et les associations des Droits de l'Homme s'inquiètent d'une mafia éventuelle.

L'agence Reuters rapporte que, selon un porte-parole d'Amnesty International "nous sommes conscients que l'utilisation des prisonniers pour leurs organes pourrait devenir un obstacle à la limitation de l'application de la peine de mort".

Des médecins occidentaux ont été choqués par ces pratiques chinoises. Le docteur Ronald Guttman, porte-parole du Comité International de Transplant, a appelé à un boycott de tous les médecins chinois et de tous les hôpitaux impliqués dans les transplantations.

MORNING POST DE CHINE DU SUD - Hong Kong, 30 octobre 1994

Par Queenie Wang

"Tout doit être jeté après leur mort". Des médecins de Hong Kong aident des malades à acheter des reins provenant de prisonniers.

Le Sunday Morning Post affirme qu'un des plus grands spécialistes des reins de Hong Kong, le docteur George Chan Man-Kam envoie des malades en Chine afin de recevoir des reins provenant de prisonniers exécutés.

Le docteur Chan est informé des dates d'exécution par un réseau d'anciens étudiants qui travaillent maintenant en Chine.

"Ils le savent grâce au courrier posté par des tribunaux et ensuite ils m'appellent" a dit le docteur Chan à un receveur potentiel ainsi qu'à un reporter du Sunday Morning Post qui se faisait passer pour un ami.

L'ancien chef du service rénal de l'hôpital Keen Mary et ex-professeur de l'Université à l'Ecole de médecine de Hong Kong se vantait d'avoir eu, parmi ses patients nécessitant une transplantation, l'ancien Président d'ATV Deacon Chiu Te Ken.

Le docteur Chan, qui opère dans une petite clinique au 8e étage du Melbourne Plaza dans le centre, nie avoir fait quoi que ce soit d'immoral du fait que des malades aient reçu des reins de donateurs non consentants.

"Je ne suis pas un courtier en organes" dit-il. "De toute façon, ils sont morts, leurs organes sont jetés après leur mort, si vous voulez argumenter à ce sujet, alors vous devriez commencer par débattre si la Chine devrait appliquer la peine de mort ou non".

Il ajouta : " C'est la responsabilité des médecins de sauver des vies humaines. Si vous avez besoin d'une transplantation, mon travail est de m'assurer que le malade emprunte la voie la plus facile qui soit, je n'ai jamais imposé à mes malades de subir absolument une transplantation."

Les malades qu'il envoie dans les hôpitaux chinois restent en Chine près d'une semaine pour la transplantation qui dure environ 2 heures 30.

Or les malades subissent des tests préliminaires dans sa clinique, ce qui coûte environ 20.000 \$, auxquels s'ajoutent 35.000\$ pour des traitements ultérieurs quand ils retournent chez eux. Ils passent 10 jours de convalescence dans un hôpital local privé ce qui coûte 20.000\$ de plus. Il insiste sur la "qualité" des reins provenant des prisonniers qui est "bien supérieure" à celle des reins que l'on trouve à Hong Kong.

"L'approvisionnement ne pose aucun problème, ce qui fait que nous ne voulons pas utiliser des personnes âgées de plus de 30 ans ou étant sous traitement", dit-il.

Le docteur Chan n'a pas voulu révéler le nombre de malades des reins qu'il a envoyés en Chine pour y subir une transplantation, mais il admet qu'il y en a eu plus de 53 qui ont subi une opération dans les hôpitaux de Hong Kong l'année dernière.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - Novembre 1994

Par Barbara Basler

Hong Kong. Les débats au sujet du commerce des reins en Chine.

Hong Kong. Une lettre détaillée analogue aux lettres commerciales a été envoyée récemment à tous les médecins de Hong Kong, offrant des transplantations de reins dans le principal hôpital de la région militaire de la Chine de l'est à Nanjong pour 12.800 \$.

La lettre spécifiait que le prix couvrait non seulement l'opération, mais également le rein provenant d'un donneur vivant en Chine et un voyage aller-retour en avion au départ de Hong Kong.

La proposition de transplantation que les officiels de Hong Kong ne considèrent pas comme illégale est faite par un homme d'affaires qui inclut même son numéro de Bip et son numéro de téléphone.

Le docteur M.K. Chan, éminent spécialiste en matière de reins et qui fait partie des quelques médecins de Hong Kong qui envoient des malades en Chine pour être opérés, dit : *"Presque tous les reins transplantés en Chine proviennent de prisonniers exécutés. Ceux-ci représentent la principale source, ainsi que quelques-uns donnés par des familles"*.

Officiellement, la lettre prétend que les reins proviennent de Chinois, morts pour des causes diverses et dont les organes sont donnés avec le consentement de la famille. Mais les médecins de Hong Kong quant à eux disent que leurs homologues en Chine discutent ouvertement de l'utilisation de reins provenant de prisonniers exécutés.

Les journaux ont récemment relaté l'histoire d'un homme d'affaires très connu à Hong Kong qui a fait le voyage jusqu'à Guangzhou pour subir la transplantation d'un rein provenant d'un prisonnier exécuté.

Le coût d'une transplantation en Chine est relativement bon marché comparé à celui des pays en Occident, disent les médecins, environ 9000\$ si elle est pratiquée directement à l'hôpital, alors que certaines autres opérations coûtent jusqu'à 26.000\$.

WASHINGTON POST - 1994

Par Lena H. Sun

Les bourreaux chinois : 4 exécutions par jour en moyenne, voilà le rythme des condamnations dans les couloirs de la mort.

Quelquefois les cadavres sont immédiatement amenés dans une ambulance qui attend à cet effet et sont rapidement acheminés vers un hôpital où les organes vitaux sont prélevés pour les transplantations.

Souvent, les organes sont prélevés sans l'accord préalable du prisonnier, selon les témoignages d'anciens prisonniers, de témoins, et de groupes oeuvrant pour les droits de l'homme.

Selon Amnesty International, en 1992, la Chine a exécuté au moins 1079 prisonniers ce qui représente 63% des exécutions mondiales.

L'année dernière, le nombre des exécutions s'est élevé à 1411, selon Amnesty International, soit une moyenne de 4 exécutions par jour.

Le nombre des exécutions est tenu secret en Chine, mais les associations des droits de l'homme estiment que le vrai chiffre est beaucoup plus élevé.

Les Communistes chinois ont toujours utilisé les exécutions comme outils de propagande. A l'époque de Mao, les exécutions étaient faites en public. On obligeait les Chinois à les regarder.

La famille n'est pas autorisée à voir le cadavre.

"Si la famille ne réclame pas les cendres, elles sont utilisées comme engrais" dit un fonctionnaire chinois.

WASHINGTON POST - 1994

Par Lena H. Sun

Les prisonniers chinois exécutés : donneurs d'organes sans le savoir.

Pékin - Quelques minutes après l'exécution d'un soldat âgé de 19 ans, les autorités amenèrent son corps encore tiède dans une ambulance qui attendait pour prélever quelques-uns de ses organes. L'ambulance est partie ensuite très rapidement avec ces organes et le corps, laissé sur place, a été immédiatement brûlé. Voilà ce qui est relaté par un fonctionnaire chinois présent, *"Je ne pense pas qu'ils avaient son consentement"*, dit-il.

Une des plus grandes controverses au sujet des exécutions dans les centres chinois est celle qui concerne les prélèvements d'organes provenant de prisonniers qui viennent d'être exécutés.

Selon des sources chinoises, la presse officielle chinoise, et les associations des droits de l'homme, la pratique est largement répandue et se fait sans l'accord préalable ni le consentement des prisonniers exécutés ou de leur famille.

Selon les associations de Droits de l'Homme, la demande d'organes a pour conséquence un usage encore accru de la peine de mort.

"S'ils veulent les cornées, ils tirent dans la poitrine. S'ils veulent les organes internes, ils tirent dans la tête", dit un fonctionnaire qui était présent à deux exécutions au cours desquelles des organes ont été prélevés.

Selon un ancien employé de justice, il est très courant que les prisonniers aient une piqûre d'anticoagulant plusieurs heures avant la mort, et ce, afin de faciliter les transplantations.

Document traduit par le C.I.D.E.S.

(Centre d'Information pour un Développement Solidaire)

1, Rue Joux-Aigues 31000 Toulouse

Tel : 61 25 02 32

Fax : 62 26 12 18

Correspondant de la Laogai Research Foundation